

# L'ÉVÉNEMENT

## SYNDICAL

N° 22/23

25<sup>e</sup> année • mercredi 1<sup>er</sup> juin 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



MATTIA LENTO

Réunie en force à Bellinzone, la Conférence des femmes d'Unia a affirmé son opposition à AVS 21. Et annoncé affûter ses armes en vue d'une grande mobilisation le 14 juin 2023. Dans l'intervalle, plusieurs rendez-vous sont déjà programmés pour la grève féministe de cette année. **PAGES 7 et 8**

### POINT DE MIRE

## Suisse attitude...

Sonya Mermoud

Rendre le passeport rouge à croix blanche plus accessible en facilitant la procédure de naturalisation: la proposition n'a pas séduit le Conseil fédéral qui a rejeté il y a une dizaine de jours quatre motions déposées dans ce sens par des élus Vert'libéraux. Connue pour sa sévérité en matière d'octroi de la nationalité, la Suisse persiste et signe. Peu de chance de la voir remonter le classement qui la situe parmi les pays les plus restrictifs dans le domaine – elle occupe le 41<sup>e</sup> rang sur 56 Etats d'Europe et de l'OCDE. Et même la naturalisation facilitée pour les jeunes de la troisième génération d'immigrés adoptée dans les urnes en 2017 n'a pas généré de changements notables. La Commission fédérale des migrations a fait le point sur ce sujet en février dernier. Résultat: les étrangers nés sur sol

helvétique et dont les grands-parents vivaient déjà en Suisse n'ont guère profité de cet assouplissement. Seuls 1847 d'entre eux ont obtenu le passeport sur les 25 000 candidats potentiels à fin 2020. Et pour cause. Même pour cette catégorie de personnes, la démarche reste pesante, les obstacles bureaucratiques nombreux. Il faut entre autres réunir toute une série de preuves d'autorisations de séjour des deux générations antérieures, d'attestations de scolarité du père ou de la mère... Pas simple, en particulier lors de décès ou de départs du pays. La question de l'âge, limité à 25 ans pour profiter des «facilités» introduites, pèse aussi négativement dans la balance. Un critère absurde, l'intérêt pour la question intervenant souvent plus tard dans la vie, avec une certaine stabilité professionnelle, lors de la fondation d'une famille...

La naturalisation ordinaire relève quant à elle toujours du parcours du combattant. Elle est soumise aux impératifs que posent communes, cantons et Conseil fédéral. Outre sa complexité et ses exigences, elle s'étire dans le temps – du dépôt de la requête à l'issue du processus, il faut compter au moins dix-huit mois. Sans oublier son coût: entre 600 et 3000 francs selon les cantons. Pour se faire une idée plus précise du processus, l'exposition que lui consacre le Musée grüerien à Bulle vaut le détour (voir en page 10). L'institution propose une immersion dans ce monde labyrinthique. Difficile ne pas penser à la comédie satirique à succès *Les faiseurs de Suisses* qui, bien que caricaturale, reste d'ac-

tualité plus de quarante ans après sa sortie. Et montre la persistance de clichés lors de l'examen auquel sont soumis les candidats. Un test pointilleux, entre connaissances générales et folkloriques, et après la constitution d'un épais dossier, censé agir comme baromètre pour mesurer leur degré d'intégration, de motivation. Notion pour le moins subjective. Ignorer le nombre de districts d'un canton ou la recette de la fondue par exemple ne disent rien de la valeur d'une personne et de son adaptabilité. Nombre d'indigènes seraient par ailleurs recalés au quiz...

La nature de cette fabrique de bons Helvètes ambitionnant de trier le futur citoyen méritant de l'étranger indigne de ce statut laisse ainsi toujours aussi songeur. Elle évoque en filigrane une prétendue supériorité suisse et reste soumise à l'arbitraire d'élus pouvant se montrer particulièrement sourcilieux. Elle interroge sur la définition de notre identité, sur les contours d'une «suisse attitude» face à cet autre qui agit comme un miroir, sur la place qu'on veut bien concéder à ce voisin venu d'ailleurs. Comme une faveur... La pratique questionne la pertinence d'un processus par trop exclusif, sachant que 25% de la population de notre pays ne possède pas le passeport rouge à croix blanche. Un quart de personnes qui participent à l'économie et à la vie sociale sans pouvoir exercer l'essentiel des droits politiques... ■

### PROFIL



Patrizia Monastra, le courage d'être soi.

**PAGE 2**

### AVS

Renflouer le 1<sup>er</sup> pilier avec les bénéfices de la BNS.

**PAGE 3**

### TÉLÉTRAVAIL

Les frontaliers demandent sa poursuite.

**PAGE 6**

### FORMATION

Renouveler le mouvement syndical.

**PAGE 9**



# LE COURAGE D'ÊTRE SOI

En plus d'un cabinet de réflexologie et de massages, la thérapeute et coach Patrizia Monastra a ouvert avec un de ses fils un café hors des sentiers battus

Sonya Mermoud

C'est un lieu inqualifiable. Un bistrot, mais pas seulement. Un espace où l'on peut parler, bénéficier d'une écoute active et bienveillante et trouver des solutions à des douleurs physiques et émotionnelles. Un endroit où se déroulent conférences et ateliers, notamment de peinture et où l'on peut aussi acheter des spécialités du cru et des articles artisanaux. Le petit établissement «Chez Saty», récemment ouvert dans les hauts de Lausanne, a été pensé par Patrizia Monastra et son fils aîné Sam. La Jurasienne de 48 ans, qui partage sa vie entre Boécourt et la capitale vaudoise, nous accueille dans ces nouveaux murs qui lui ressemblent, ses explications sur la vocation de cet original café-boutique se confondant rapidement avec sa personnalité. Créative. Joyeuse. Et résolument optimiste, même si, ce matin-là, les clients ne se bousculeront pas au portillon. Qu'importe. Patrizia Monastra est une battante. Elle croit à ce projet multiforme audacieux. Insiste sur la nécessité «d'oser être soi, de sortir des cases, d'apporter de nouvelles choses». Et ne doute pas de sa destinée, elle qui consacre sa vie à aider les autres, à les amener à adopter «d'autres angles de vue» quand la voie semble bouchée ou sombre. A les soutenir en matière de développement personnel. Avec une énergie et un allant communicatifs. En abordant les personnes qui la sollicitent comme des partenaires – «Seule, je ne peux pas agir». Et avec des outils acquis au fil de son parcours.

## UN SAS DE DÉCOMPRESSION

Educatrice sociale de formation, cette maman de deux grands fils a élargi ses connaissances à la réflexologie, aux massages thérapeutiques, au coaching personnel et familial et au magnétisme. Des prestations qu'elle propose dans son cabinet à Boécourt, localité où elle exerce également un mandat politique de conseillère municipale. «Dans le parti du Centre, et non dans les extrêmes, parce que c'est là où l'on peut faire bouger les choses, aux niveaux social, féministe et culturel», affirme cette meneuse. Le café «Chez Saty», «un sas de décompression, de

rencontres, une bulle hors du temps» lui donne l'occasion de planter davantage de graines, en clair, d'idées de partage et d'entraide avec l'espoir de parvenir symboliquement à une terrasse aussi fleurie que celle qu'elle partage les moitiés de semaine avec son compagnon, à Lausanne. «Si je ne crée pas, je meurs», lance Patrizia Monastra, qui justifie par ses racines latines sa nature extravertie et solaire, son plaisir de la vie à l'extérieur ainsi que l'importance accordée à la famille, aux relations et au travail. Fille d'immigrés italo-espagnols, la dynamique quadragénaire précise encore avoir hérité de la mixité de ses origines esprit d'ouverture et adaptabilité. «Je me sens bien partout dans le monde.» Reste qu'adolescente, elle aura aussi dû s'affranchir de certaines attentes de ses parents, rompant avec le rôle de l'enfant docile et malléable qu'elle avait endossé jusque-là, pour pouvoir s'affirmer. Pour jouer sa partition. Et après avoir dû lutter au sens propre pour survivre.

## RAGE DE VIVRE

Née avec une malformation, Patrizia Monastra passe une partie de sa jeunesse dans les hôpitaux, subissant nombre d'opérations, confrontée à un cortège de médecins dont elle devient «l'objet». «Je me suis battue pour exister», souffle la Jurasienne qui, pudique, ne s'étalera toutefois pas sur le sujet. Cette situation va néanmoins influencer sur sa trajectoire. Hyperactive, la combative a développé une rage de vivre, pratiquant plusieurs sports, s'adonnant à la peinture abstraite et thérapeutique – «Un moyen de se retrouver avec soi-même» – se montrant d'une insatiable curiosité. A ses centres d'intérêts s'ajoutent encore la préparation de tisanes et la création de bijoux réalisés avec des pierres dont elle ne doute pas de leurs vertus. «Je suis à fond», sourit la passionnée. Une énergie et un mental d'acier auxquels elle devra aussi recourir en 2006, au décès de son mari. «J'ai mis sept ans pour m'en remettre. Mais je sens qu'il est toujours à mes côtés. Différemment. Dans une autre dimension. Sa présence m'émeut», confie-t-elle, essuyant d'irrépressibles larmes. Un deuil long et douloureux, mais Patrizia Monastra a choisi là encore de se battre,

de se relever, d'écouter les réponses qu'elle dit avoir en elle, persuadée que rien n'arrive par hasard, qu'il n'y a ni vie ni mort. «Le monde est énergie. Nous faisons partie d'un tout. Et ce tout est en nous», précise la magnétiseuse initiée à cette pratique depuis cinq ans. Et affirmant sans hésiter être heureuse. «Car je me trouve où je dois être. En conscience. Sans faux-semblants.» Et avec cette certitude que son rôle consiste à aider les autres et à créer.

## LA FORCE DES LIENS

En dépit de son formidable entrain, Patrizia Monastra admet aussi connaître des coups de mou. Alors, quand tout

va mal, elle laisse ses émotions s'exprimer. Elle attend que l'orage passe, en pleurant, en marchant ou en regardant des séries. Des moments sans... mais, en revanche, pas de peur. Un sentiment que Patrizia Monastra affirme ne pas ressentir. Avec un bémol. «J'ai eu autrefois souvent peur, mais c'est fini. Je m'inquiète seulement pour mes enfants. S'il devait leur arriver quelque chose de grave, je ne suis pas sûre que j'arriverais à le gérer», admet cette maman, qui reviendra plusieurs fois sur la force des liens qui unissent le trio. Aujourd'hui, l'indépendante rêve de voir «Chez Saty» décoller. «Bien sûr, cela va prendre plus de temps que si

nous nous trouvions au centre-ville. Mais ça doit fonctionner. Et dans le cas contraire, on aura appris quelque chose.» Toujours cette vision positive que rien ne semble pouvoir ébranler à l'exception, peut-être, de la définition de l'enfer de la thérapeute: «C'est quand on n'a plus envie de donner, de s'investir.» Risque limité pour Patrizia Monastra qui puise dans le courage d'être elle-même sa capacité à réenchanter la vie... ■

«Chez Saty», Aloys-Fauquez 124, Lausanne.



Dans les murs de «Chez Saty». Parmi les nombreuses activités de Patrizia Monastra figure encore la peinture, aussi dans une version thérapeutique.

1 + 1 = 11  
David Prêtre/Albedo



«Tourner en rond  
fait avancer !»  
lançait  
Roue à Routine.



# LE BAS DE LAINE DE LA BNS POUR L'AVS

Les syndicats et le Parti socialiste ont lancé la semaine dernière une initiative fédérale visant à renflouer le premier pilier à l'aide des bénéfices faramineux de la Banque nationale

Jérôme Béguin

Pour renflouer les caisses de l'AVS, nul besoin de reculer l'âge de départ à la retraite des femmes, comme le veut la droite avec le projet AVS21. La semaine dernière, l'Union syndicale suisse (USS) et le Parti socialiste ont lancé l'initiative fédérale «Renforcer l'AVS grâce aux bénéfices de la Banque nationale». Son texte propose qu'une partie des gains astronomiques réalisés chaque année par la Banque nationale (BNS) soient reversés au premier pilier.

Depuis la crise financière de 2008, les avoirs de la BNS ont été multipliés par dix. Elle possède aujourd'hui plus de 1000 milliards de francs sous la forme de devises, actions, obligations ou or. «Le franc a été en quelque sorte l'un des produits les plus exportés par la Suisse au cours des dix dernières années», a indiqué Daniel Lampart, le premier secrétaire de l'USS, au cours d'une conférence de presse donnée le 24 mai. «La BNS exporte même davantage que les entreprises pharmaceutiques suisses», s'amuse l'économiste. Pour réduire l'attractivité de notre monnaie et ne pas pénaliser nos exportations, la banque centrale a en effet émis depuis 2008 quelque 900 milliards de francs pour les échanger contre des euros et des dollars. Avec, à la clé, des bénéfices considérables. Ils sont passés d'environ 2 milliards de francs par an à 26 milliards en moyenne pour la période de 2016 à 2021. L'institution a placé ce bas de laine dans une «réserve pour distribution future» qui a atteint 100 milliards fin 2021. Avec la hausse des taux d'intérêts et les grandes incertitudes sur les marchés financiers, cette réserve a certes perdu 32,8 milliards au premier trimestre 2022. Elle

devrait toutefois se situer à hauteur de 60 milliards à la fin de l'année, soit un niveau cinq à dix fois plus élevé que dans le passé.

L'initiative propose que, lorsque le bénéfice est élevé comme aujourd'hui, une partie de celui-ci soit versé au Fonds de compensation de l'AVS. Les initiants évaluent le potentiel de distribution des bénéfices de la BNS entre 8 et 10 milliards par an. Si l'on retranche la part réservée aux cantons, soit 4 milliards, il resterait quelques milliards pour les retraites.

## «ON POURRAIT FINANCER DES HAUSSES DES RENTES»

Ces dernières années, les taux d'intérêts négatifs ont également contribué au bon bilan de la BNS, qui en a retiré 11,3 milliards de revenus entre 2015 et 2021. Les taux négatifs ayant particulièrement affecté les rentes du 2<sup>e</sup> pilier, le Conseil national s'était prononcé en faveur du versement de ces revenus à l'AVS. Mais le Conseil des Etats s'y oppose. L'initiative reprend cette idée. «Cela permettrait d'assurer le financement de l'AVS pour les dix prochaines années», explique Daniel Lampart. Le capital de l'AVS augmenterait d'environ un tiers générant ainsi des revenus supplémentaires. «Et si l'AVS touchait, en plus, une part des bénéfices de la BNS, on pourrait financer des hausses des rentes AVS, qui sont plus que nécessaires puisque la rente moyenne, qui atteint à peine 1800 francs, ne couvre de loin pas les besoins vitaux.» Rappelons que, si la rente maximale AVS s'élève à 2390 francs par mois (ou 3585 francs pour un couple), il faut, pour espérer la toucher, avoir gagné au moins 85 000 francs par année et travaillé durant 43 ans pour les femmes et 44 ans pour les hommes. «Dans



Les initiants veulent puiser dans le bas de laine de la BNS pour renflouer l'AVS. Ils évaluent le potentiel de distribution de ses bénéfices entre 8 et 10 milliards par an. La part réservée aux cantons déduite, soit 4 milliards, il resterait quelques milliards pour les retraites.

l'hôtellerie-restauration, seuls 6% des salariés touchent la rente maximale, 13% dans le secteur de la santé et du social et 18% dans les métiers de la logistique», indique Bruna Campanello, membre du comité directeur d'Unia. La prévoyance professionnelle est bien censée améliorer l'ordinaire de l'AVS, sauf qu'une femme sur trois en est privée. «Pour les femmes qui perçoivent une rente du 2<sup>e</sup> pilier, elle est en moyenne inférieure de moitié à celle des hommes. La moitié des femmes parties à la retraite en 2018 reçoivent une rente de la caisse de pension inférieure à 1165 francs par mois. Dans les branches où les femmes sont particulièrement nombreuses à travailler, comme l'hôtellerie-restauration ou la coiffure, des rentes de caisses du 2<sup>e</sup> pi-

lier comprises entre 500 et 800 francs sont courantes. Cela ne suffit tout simplement pas pour vivre.»

## «CET ARGENT APPARTIENT À LA POPULATION»

L'initiative sur la BNS complète celle pour une 13<sup>e</sup> rente AVS déposée par la gauche et les syndicats en mai 2021 et sur laquelle le peuple se prononcera l'année prochaine. Verser treize rentes par an, à l'image du 13<sup>e</sup> salaire, est pour la syndicaliste «un moyen simple, efficace et peu onéreux d'augmenter rapidement les rentes». Il en coûterait 4 milliards par an. Pourquoi ne pas utiliser les bénéfices de la BNS à cette fin? «Cet argent appartient à la population suisse, il ne profite à personne s'il est entassé dans les coffres de la BNS, il

profite à tout le monde si une contribution solidaire est versée à l'AVS.»

Ça ne serait pas une première. En 2007, la BNS avait versé 7 milliards à l'AVS issus de la vente d'or.

«Notre texte est modéré. Il ne met aucune contrainte, il n'empiète pas sur la politique monétaire et il protège la part attribuée aux cantons, conclut le président de l'USS, Pierre-Yves Maillard. Notre projet permet juste, quand les circonstances l'autorisent, le retour d'une petite part du revenu de la richesse nationale accumulée dans notre banque centrale vers l'œuvre sociale la plus importante du pays.» ■

Site de l'initiative: initiative-bns.ch

# Plus de deux milliards de plus pour les réductions de primes

Le contre-projet de la Commission du Conseil national à l'initiative d'allègement des primes ravit les syndicats et les socialistes, qui appellent le Parlement à l'adopter sans tarder

Manon Todesco

Le message est passé! A la suite d'un contre-projet du Conseil fédéral à leur initiative d'allègement des primes jugé clairement insuffisant, le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse (USS) avaient demandé à la Commission compétente du Conseil national d'apporter des améliorations substantielles au projet afin de soulager tous les ménages dans tous les cantons. Voilà chose faite! «Après une première tentative, la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N) a enfin pris ses responsabilités et adopté à une large majorité un contre-projet efficace», se réjouit l'USS dans un communiqué de presse, qui appelle maintenant le Parlement à adopter «sans tarder» ce compromis «consistant».

## SOULAGEMENT CONCRET DU BUDGET DES MÉNAGES

Dans les détails, la proposition prévoit 2,2 milliards de francs supplémentaires de réductions de primes pour les ménages aux revenus bas et moyens. Et désormais, les baisses individuelles de primes destinées aux personnes ayant recours aux prestations complémentaires seront financées séparément. «Il s'agit là d'un montant conséquent qui donnera enfin une forme plus sociale au financement de l'assurance de base, salue la fédération syndicale. C'est absolument nécessaire, non seulement en raison des problèmes actuels de pouvoir d'achat, mais aussi parce qu'il s'agit depuis des

années d'une des préoccupations les plus urgentes pour les gens qui gagnent normalement leur vie, comme le montrent régulièrement tous les baromètres des préoccupations.» Mattea Meyer, coprésidente du PS suisse, se félicite: «La problématique de l'augmentation des primes est enfin prise au sérieux par la majorité de la Commission grâce à notre initiative.» Et son camarade Pierre-Yves Maillard, conseiller national mais aussi président de l'USS, de rajouter: «Les solutions présentées allègent de manière concrète la charge pesant sur la population.»

## URGENCE D'AGIR

L'initiative d'allègement des primes et le contre-projet seront discutés en plénière du Conseil national les 15 et 16 juin prochains. Le chemin est encore long jusqu'à son adoption définitive. Le choc des primes, par contre, sera là dans quelques mois déjà, alerte l'USS. «Il faudra aussi, en plus, des mesures immédiates et ciblées pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages à bas revenus.»

De leur côté, les socialistes préviennent: «Si un contre-projet efficace n'est pas adopté, le PS continuera de se battre pour son initiative. Celle-ci apporte des réponses concrètes aux besoins de la population et a donc de bonnes chances devant le peuple.» Affaire à suivre... ■

## LA CAISSE DE CHÔMAGE UNIA RECONNUE POUR SON EXCELLENCE

Elle est la seule caisse de chômage en Suisse à avoir obtenu la certification EFQM, mondialement reconnue, pour ses prestations, son développement et son efficacité

Manon Todesco

La caisse de chômage Unia est non seulement la plus grande caisse de Suisse, mais c'est aussi la première et la seule à obtenir le certificat EFQM *Recognised by EFQM*, qui est attribué par la Swiss Association of Quality et reconnu dans le monde entier.

De quoi s'agit-il? Dans les grandes lignes, le modèle EFQM est un cadre de gestion qui assiste les entreprises et les organisations visant à s'approcher d'un idéal d'excellence. Il est sans cesse réactualisé en fonction des «meilleures pratiques» des organisations certifiées. L'application du modèle aide les entreprises à améliorer la qualité de leurs prestations et à se développer en permanence.

La caisse de chômage Unia a posé sa candidature pour la première fois en 2019 pour obtenir le certificat *Committed to Excellence*, dont la durée de validité était de deux ans. A l'occasion du renouvellement de la certification, elle a opté pour le niveau de certification supérieur, à savoir *Recognised by EFQM*. Pour cela, elle a dû réaliser une auto-évaluation critique détaillée et a ensuite été examinée de près par deux intervenants externes.

«Nous sommes maintenant très heureux d'avoir obtenu, en avril 2022, le niveau de reconnaissance *Recognised by EFQM*, réagit la caisse de chômage Unia dans un communiqué de presse. Cela nous encourage à poursuivre sur la voie de l'amélioration permanente.»

Elle se dit encore «consciente de sa responsabilité envers ses assurés ainsi qu'envers l'Etat et la société» et s'efforce de se développer au-delà des directives étatiques «afin de fournir ses prestations de manière aussi professionnelle et efficace que possible». ■



**lecourrier.ch | 022 809 55 55**



# MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE ET MIGRATION: LES ENJEUX

Une table ronde mise sur pied par le Bureau lausannois pour les immigrés a présenté les pistes possibles pour faire face à la pénurie de personnel actuelle et future

Textes Sylviane Herranz

Photos Sébastien Anex - BLI Ville de Lausanne

«Pénurie de main-d'œuvre: quels défis pour l'économie et la migration?» Voici le thème de la table ronde organisée le 19 mai dernier par le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) à l'occasion de la remise du Prix Diversité-Emploi-Formation (voir ci-dessous). «A moyen terme, la Suisse risque d'être confrontée à un manque de main-d'œuvre estimé entre 200 000 et 300 000 personnes pour 2030, voire même un demi-million», introduit Bashkim Iseini, délégué à l'intégration au BLI. Avec le départ à la retraite de plus d'un million de baby-boomers, cette pénurie devra être couverte par la migration, note-t-il, invitant à «favoriser une immigration régulière canalisée et contrôlée

lée tout en évitant les discriminations sur le marché de l'emploi.» Animée par Madeleine von Holzen, rédactrice en chef du *Temps*, la table ronde réunit une syndicaliste, Marie Saulnier Bloch, secrétaire nationale du domaine de la migration à Unia; une représentante du patronat en la personne de Vanessa Jeanneret, gérante du Café du Grütli à Lausanne; Giuliano Bonoli, professeur à l'Idheap; et Steve Maucci, chef du Service de la population du canton de Vaud. «Par son dynamisme, l'économie vaudoise se trouve déjà face à un déficit de main-d'œuvre dans certains secteurs, souligne Steve Maucci, notamment dans la santé, qui ne fonctionnerait pas sans les frontaliers, comme l'a mis en lumière le Covid-19». Face à la pénurie due au départ des baby-boomers, le professeur Bonoli propose non seulement de chercher à garder les chômeurs âgés sur le marché du travail mais aussi de trouver des forces à proximité. «La croissance économique de ces dix à quinze dernières années a été possible grâce à l'accord de libre circulation des personnes. En Suisse, les réactions à une société trop multiculturelle devraient nous pousser à aller chercher la migration la plus à portée de main.»

## D'AUTRES HORAIRES SONT POSSIBLES...

Dans la restauration, la pénurie est déjà très forte, explique Vanessa Jeanneret: «Depuis les fermetures dues à la pandémie, les gens se sont tournés vers d'autres domaines, ils ont connu ce qu'étaient des horaires de jour, non coupés, avec des week-ends en famille. Ces personnes ne sont pas revenues dans la branche.» Son café travaille avec une douzaine de salariés de toutes nationalités. Elle appelle à cultiver le lien social: «Sans nos employés, on n'est rien.» D'autres branches sont touchées par les départs, comme la santé ou la construction, ajoute Marie Saulnier Bloch. «De nombreux maçons changent d'activité, pas par dégoût de leur métier, mais par dégoût de leurs



La table ronde a réuni des intervenants des milieux syndical, patronal, académique et de l'administration cantonale.

conditions de travail ou en raison d'atteintes à leur santé.» Rappelant les forts écarts d'espérance de vie entre Suisses et étrangers, elle invite à répondre aux besoins du marché du travail par des bonnes conditions d'emploi.

## «PARTENARIATS MIGRATOIRES»

Face au déficit de main-d'œuvre, le chef du Service de la population propose la création de «partenariats migratoires» avec des pays ayant une forte diaspora en Suisse, comme ceux d'ex-Yougoslavie. «Nous pourrions autoriser leurs ressortissants à venir travailler ici, et leur offrir de la formation chez eux, tout en répondant à ceux qui craignent les vagues migratoires en leur disant que les migrants qui se comporteront mal seront renvoyés», détaille Steve Maucci. «Ça peut être une piste, mais il y aura moins de craintes si on recrute dans les pays de l'Union européenne. On va continuer à nous servir de cet énorme marché du travail, tout en améliorant aussi les marges de manœuvre au niveau des réfugiés», réagit Giuliano Bonoli.

Listant des pistes déjà proposées en Suisse, comme la hausse du taux d'activité des femmes, Marie Saulnier Bloch rappelle que, derrière les «flux», il y a des visages, des vies. Evoquant Max Frisch, elle indique qu'il y a beaucoup de bras, mais que, parfois, ils se cassent. «Il y a les besoins de l'économie, mais de la société aussi. La liberté économique dans une planète où tout le monde est mort n'amène à rien! Il faut améliorer et non démanteler les conditions-cadres pour protéger les salariés, bien les traiter.»

## «COMMENÇONS PAR LA RÉGULARISATION!»

Lors du débat avec le public, la représentante de l'Association des femmes musulmanes dénonce la discrimination à l'embauche dont elles sont victimes: «Des femmes sont refusées sur le marché du travail parce qu'elles portent un voile. Nombre d'entre nous, qui avons des qualifications, des diplômes universitaires, sont obligées de rester à la maison.»

Une enseignante de l'accueil, révoltée face à l'impossibilité pour de nombreux jeunes talents déboutés de l'asile de poursuivre leurs études, forcés de travailler pour obtenir un permis B, interpelle, elle aussi, les orateurs. Vincenzo Sisto, président du groupe des migrants d'Unia Vaud, en fait de même. Emu, il témoigne de son parcours, de celui de ses frères, quand la Suisse a fait venir des bras il y a plus de 50 ans, appauvrissant son pays, l'Italie. «J'ai aussi perdu la moitié de mes copains, certains six mois après qu'ils ont pris leur retraite, d'autres six mois avant... Et maintenant, les patrons veulent faire bosser les maçons 50 heures par semaine!» Il ajoute que des milliers de personnes travaillent en Suisse depuis des années, sans statut légal. «On veut

Papyrus! Commençons à régulariser et à former les gens qui se trouvent ici!» «Papyrus à Genève a été un succès, répond Steve Maucci. Dans le canton de Vaud, on s'est aligné sur les mêmes cri-

tères. On régularise, mais les gens ne sortent pas du bois. Vous avez raison, utilisons déjà les gens qui sont là.» Le débat est ouvert. Il ne va pas manquer de se poursuivre... ■

## POING LEVÉ

# PRATIQUES SYNDICALES CONTESTABLES

Par Jérôme Béguin

Alors voilà, Syndicom et Smood, la société de livraison de repas et de courses, ont négocié une convention collective de travail (CCT) d'entreprise. Le syndicat n'a pas pris la peine d'associer à cette démarche ni Unia ni les grévistes, sans lesquels elle n'aurait pourtant pas été possible. Les livreurs n'ont pas été consultés en amont, ils n'ont eu que quelques heures pour dire «oui» ou «non» au texte sans possibilité d'en discuter et sans garantie sur la confidentialité de leur vote. Dans un communiqué, Unia dénonce «un procédé antidémocratique et contraire à la liberté de coalition des salariés». Grosso modo, la CCT entérine les conditions actuelles et se situe en deçà des recommandations émises par la Chambre genevoise des relations collectives de travail. Nouveauté, l'employeur s'engage à proposer au moins deux heures de travail d'affilée et un minimum de quatre heures d'affectation par semaine. Oui, vous avez bien lu: quatre heures, seulement. Pas de quoi payer ses factures avec ça. «La CCT impose un modèle de temps de travail ultraflexible qui facilite le report du risque d'entreprise sur les salariés», dénonce Unia. La CCT pourrait toutefois être positive pour les livreurs engagés par Simple Pay s'ils peuvent en bénéficier. Rappelons que, dans la région lémanique, Smood fait appel à cette société sous-traitante rémunérant les livreurs à la minute en violation de la Loi sur le travail.

Cette CCT est tout bénéf pour le CEO de Smood, Marc Aeschlimann. La précarité extrême dont sont victimes les livreurs fait tâche auprès des clients, ainsi que pour la réputation de son actionnaire et principal partenaire, Migros. La CCT doit lui permettre de démontrer qu'il respecte désormais la loi. Syndicom apporte une caution à ce *Social Washing*. Et, tant qu'elle ne couvre pas Simple Pay, la CCT ne lui coûte rien. Contrairement aux livreurs qui verront 0,25% de leur salaire ponctionné à titre de «contribution aux frais d'exécution» de la CCT. Il est toutefois prévu que les membres de Syndicom soient exemptés de cette taxe. Le syndicat, dont les membres chez Smood se comptent sur les doigts d'une main, peut espérer voir ses effectifs s'envoler quelque peu. Marc Aeschlimann, lui, va pouvoir continuer à compter ses sous – plus de 100 millions selon *Bilan*. Le Genevois est officiellement domicilié à Zoug, où le climat fiscal est connu pour être plus doux que dans la région lémanique.

Au vu de la précarité dans l'économie de plateforme et de la difficulté à y organiser les travailleurs, les syndicats devraient tirer à la même corde ou, au moins, ne pas se tirer dans les pattes. Le comportement de Syndicom interroge. Il faut préciser que seule la direction en porte la responsabilité. Les postiers, les employés des télécoms, les imprimeurs, les journalistes ou les libraires qui composent le syndicat y sont bien sûr étrangers. Malgré tout, cette CCT, même au rabais, constitue le dernier exemple en date des avancées obtenues par les salariés en lutte depuis l'automne dernier. Des avancées certes encore insuffisantes, mais bien réelles. La bataille doit se poursuivre. ■



Marie Saulnier Bloch, secrétaire nationale du domaine de la migration à Unia, a noté que de nombreux maçons changeaient d'activité en raison de leurs conditions de travail ou d'atteintes à leur santé.

## LA GARDERIE DU SERVAN RÉCOMPENSÉE



Le 7<sup>e</sup> Prix Diversité-Emploi-Formation de la Ville de Lausanne a été décerné, le 19 mai, à la garderie du Servan qui s'engage depuis plus de 20 ans dans la formation de jeunes migrants. La remise du prix a suscité des moments d'émotion quand les jeunes apprentis, assistante éducative, employée de commerce ou cuisinier, ont témoigné de leur situation et de leur reconnaissance face à la confiance et au soutien de l'ensemble du personnel de la garderie. «La formation des jeunes en entreprise offre un socle solide leur permettant d'évoluer et de s'adapter dans un monde du travail en perpétuel mouvement. C'est un enjeu de cohésion sociale dans une société où avoir un emploi est toujours une valeur centrale. Et c'est plus fort encore pour les personnes issues de la migration», a souligné, Emilie Moeschler, municipale socialiste lausannoise, avant d'ajouter: «Ce prix veut mettre en lumière les efforts effectués dans les entreprises lauréates afin d'en stimuler d'autres.» ■



# LES FRONTALIERS S'ACCROCHENT AU TÉLÉTRAVAIL

Une enquête menée par le Groupement transfrontalier européen révèle que près de 95% des frontaliers souhaiteraient poursuivre le télétravail au-delà de la crise sanitaire. Explications

Manon Todesco

Avant marginal, le télétravail chez les frontaliers a explosé à partir de mars 2020, confinement français et semi-confinement suisse obligent. La situation sanitaire, inédite, a poussé les deux pays à conclure un accord exceptionnel gelant les règles normalement en vigueur, à savoir, en matière de sécurité sociale, l'impossibilité de dépasser un taux global de 25% du temps d'activité si le frontalier souhaite conserver une affiliation au système suisse. De même, hors crise Covid-19, en termes de fiscalité, toute activité exercée en télétravail en France est impossible dans cet Etat. Cet accord a été renouvelé tout au long de la crise, mais se terminera à fin juin, pour un retour à une activité dite normale.

Toutefois, l'intérêt de maintenir ce télétravail est vif. Le Groupement transfrontalier européen (GTE) a été sollicité à l'automne dernier par le député rapporteur de l'Assemblée nationale pour une audition, dans le cadre de la résolution européenne visant l'augmentation du temps de télétravail des travailleurs frontaliers franco-suisse. C'est pourquoi, il a pris l'initiative de lancer une enquête afin de sonder ces derniers.



THIERRY PORCHET

88% des interrogés témoignent ne pas avoir connu de difficultés dans la mise en place du télétravail.



OLIVIER VOELSANG

L'intérêt du télétravail s'explique aussi par les temps de trajets pour rejoindre son poste. Avant 2020, celui-ci s'élevait en moyenne à 2h04 quotidiennement. A noter que la grande majorité des personnes ayant répondu à l'enquête vivent en Haute-Savoie et travaillent dans le canton de Genève (76%).

## UNE RÉVÉLATION

Les résultats sont significatifs: les frontaliers en télétravail se sont beaucoup attachés à ce nouveau mode de faire et veulent qu'il perdure. L'enquête montre que 94,9% des 2400 personnes interrogées souhaitent continuer le télétravail après la crise sanitaire. «Pour tous ceux qui l'ont pratiqué durant cette crise, la tendance est claire: un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle, moins de trajet, respect de l'environnement, travail plus efficace et productif...» souligne le GTE dans son dossier de presse. Pour être plus précis, plus de la moitié des répondants ont entre 40 et 54 ans, et 31% ont entre 25 et 39 ans; les emplois occupés sont liés à des professions intermédiaires ou à des postes de cadre, principalement dans la banque, le digital, le droit et le marketing. Pour 80% des travailleurs sondés, le temps de trajet aller moyen se situe entre 30 minutes et 1h30, et 12% met

plus de 1h30 pour se rendre sur son lieu de travail. Avant 2020, le temps de trajet moyen quotidien du frontalier était de 2h04. A noter que la grande majorité des personnes ayant répondu à l'enquête vit en Haute-Savoie et travaille dans le canton de Genève (76%). La majorité d'entre eux a découvert le télétravail avec la crise sanitaire. Ils sont 93% à être satisfaits ou très satisfaits par l'organisation à distance. Les 89% estiment qu'il est bénéfique pour l'entreprise et dans les relations entre collègues et 80% pensent que les réunions sont plus efficaces en télétravail. Les 88% des interrogés témoignent ne pas avoir connu de difficultés dans la mise en place de cette nouvelle organisation; 90% affirment posséder un bon équipement et un bon espace pour télétravailler; par contre, seuls 56% ont reçu un équipement ou une aide financière de la part de leur entreprise. D'autre part, pour 90% des frontaliers interrogés, la séparation entre vie pri-

vée et vie professionnelle n'a pas été un problème.

## PIED D'ÉGALITÉ

Face à cet enthousiasme des frontaliers, le Groupement aimerait qu'ils puissent continuer à télétravailler, au même titre que les résidents suisses. «Cela nécessite que les institutions se concertent afin de définir, au besoin, un statut du frontalier appliqué à la problématique du télétravail, soumet le GTE. Ni les entreprises suisses, ni les travailleurs, ne doivent subir les conséquences d'une asymétrie de législations. Notre association se tient prête à participer aux discussions et aux actions visant à trouver une solution pérenne pour le télétravail des frontaliers.» ■

# Quand la Suisse flirte avec les oligarques russes

Dans une enquête, Public Eye passe au crible 32 milliardaires russes proches du Kremlin, pour qui les avantages de la place économique suisse ont été un tremplin dans leurs affaires, parfois opaques

Manon Todesco

Après la chute de l'URSS au début des années 1990, la Suisse devient très rapidement une des bases arrière favorites de riches hommes d'affaires russes, ouvertement proches du pouvoir. Dans sa dernière enquête publiée début mai, intitulée *Oligarques.ch*, Public Eye dresse le portrait de 32 milliardaires russes, proches de Poutine, dont les fortunes ont été acquises dans des circonstances parfois troubles, et ce avec l'aide de la place économique helvétique. En effet, l'ONG montre comment ces oligarques ont eu recours aux avantages de cette dernière, comme «une industrie offshore de pointe pour créer des sociétés écrans, un secteur du négoce de matières premières très lucratif et qui échappe à la régulation, des lacunes dans la lutte contre le blanchiment d'argent et l'opacité financière qui permettent aux avocats de mettre en place des structures pour dissimuler des fonds, en échappant à tout devoir de diligence». Et Public Eye d'ajouter que la plupart de ces oligarques ont des participations dans des sociétés avec

siège social ou antenne commerciale en Suisse, entretiennent des relations de longue date avec la place financière helvétique ou possèdent de luxueuses propriétés dans notre pays. Parmi ces 32 oligarques, on retrouve le magnat de l'aluminium Oleg Deripaska; l'ancien propriétaire du club de foot de Chelsea, Roman Abramovitch; ou encore le richissime député de la Douma Andreï Skoch. Inconnus chez nous, on peut également citer le baron de l'acier Vladimir Lissine ou les magnats du rail Iskander Makhmudov et Andreï Bokarev. Bon nombre d'entre eux sont dans le classement Forbes des 40 plus grosses fortunes de Russie, et beaucoup figurent par ailleurs sur les listes des sanctions internationales, mais pas tous! «Selon Forbes, la fortune totale de cette oligarchie éprise de la Suisse s'élevait, en 2021, à quelque 293 milliards de francs.»

## FORCE DE DISSUASION

Durant la session spéciale du Conseil national de mai, Public Eye a transformé les 32 portraits d'oligarques en jeu de cartes, avec Poutine en guise de joker, et l'a envoyé à l'ensemble des parlementaires suisses afin de leur deman-

der de «jouer la bonne carte face à la guerre d'agression russe et de s'engager pour une extension des sanctions à l'importation et au commerce de pétrole et de gaz russes». En effet, bien que la Suisse ait suivi le mouvement des sanctions internationales, Public Eye assure qu'à ce jour, seulement 7,5 milliards de francs d'actifs russes ont été saisis en Suisse, dont quelques propriétés de luxe. «C'est peu, en comparaison des estimations fournies par l'Association suisse des banquiers (ASB), qui parle de 150 à 200 milliards de francs déposés dans les établissements helvétiques.» De même, le flou règne quant à savoir qui des cantons ou du Secrétariat d'Etat à l'Economie doit prendre l'initiative du blocage des avoirs... L'ONG a d'autres revendications, comme la création d'une taskforce «afin d'identifier les valeurs patrimoniales des oligarques sanctionnés et collaborer avec des partenaires internationaux». Enfin, elle exige que l'obligation d'informer, prévue par la loi sur les embargos, soit également appliquée aux avocats-conseils et soit renforcée en conséquence.

Le but est toujours le même: traquer les biens des oligarques, «dans l'espoir d'assécher la machine de guerre de Poutine et de susciter des oppositions au sein de l'élite russe»... Mais la traque s'annonce difficile, conclut Public Eye dans son enquête. «Dotés de moyens colossaux, les oligarques sont passés maîtres dans l'art de dissimuler leur fortune, qu'il s'agisse de limiter les dégâts lors d'un divorce coûteux ou d'échapper à la justice et aux sanctions. Ils peuvent compter sur l'aide précieuse des avocats, des fiduciaires et des banques, qui mettent à disposition des trusts ou des montages de sociétés offshore bien plus complexes que des poupées russes. La Suisse offre les meilleurs "facilitateurs" de la corruption, alliant compétence et discrétion.» ■

Pour aller plus loin: [publiceye.ch/fr/thematiques/ukraine/les-oligarques-russes-et-la-suisse/galerie-des-oligarques](https://publiceye.ch/fr/thematiques/ukraine/les-oligarques-russes-et-la-suisse/galerie-des-oligarques)

## SOLIDAR «L'AMIANTE EST UN TUEUR»

Quel pourcentage de décès liés à une maladie professionnelle est causé par l'amiante en Suisse? Dans combien de pays l'amiante n'est pas interdit et continue d'être utilisé? Où les mines d'amiante sont-elles toujours exploitées? Ces questions, c'est l'association Solidar Suisse qui les pose dans un quiz sur le sujet. Cette bombe à retardement fait encore plus de 200 000 morts par année dans le monde en raison de l'inhalation de la fibre mortelle. Solidar est engagé dans la campagne pour une interdiction mondiale de l'amiante. Son quiz permet de se rappeler qu'en Suisse aussi des canalisateurs décèdent chaque année des conséquences de l'utilisation de ce «tueur», comme le nomme une syndicaliste sud-africaine, Crecentia Mofokeng. Le quiz donne également la possibilité de découvrir l'activité de l'association en vue de sensibiliser les travailleurs d'Asie du Sud et d'Afrique aux dangers de ce matériau cancérigène. Car l'amiante tue non seulement les travailleurs qui le manipulent, mais également toute personne qui y est exposée sans le savoir. «Vivre dans une maison, consommer l'eau de canalisations ou toucher des pneus peuvent suffire», note Solidar. Moins de la moitié des pays de la planète ont interdit l'utilisation de l'amiante et des mines sont encore actives dans de nombreux autres. ■ SH

Pour participer au quiz sur l'amiante, aller sur: [solidarsuisse.typeform.com/to/IENGRV3x](https://solidarsuisse.typeform.com/to/IENGRV3x)



# LES FEMMES SONT PRÊTES POUR 2023!

La 11<sup>e</sup> Conférence des femmes d'Unia s'est tenue à Bellinzone. Les participantes se sont clairement opposées à AVS 21 et préparent déjà la grande mobilisation du 14 juin 2023

Textes Manon Todesco

En 2020 déjà, la dernière conférence des femmes d'Unia avait été un succès avec la présence de 120 participantes. Cette année, le record a été surpassé, puisque 160 personnes ont répondu présente à la 11<sup>e</sup> Conférence des femmes d'Unia qui a eu lieu les 20 et 21 mai à Bellinzone, au Tessin.

L'un des thèmes phares évoqués a été la question des retraites. Sans surprise, les femmes d'Unia se sont fermement opposées au relèvement de l'âge de leur retraite prévu par la réforme AVS 21, au cœur d'une résolution et dans la rue, lors d'une action. «Avec AVS 21, les femmes devraient travailler un an de plus et toucher leurs rentes un an de moins, a souligné Vania Alleva, présidente d'Unia. Et la droite veut passer à la retraite à 67 ans pour tout le monde. AVS 21 est inacceptable!»

Au cours de leurs discussions, les femmes d'Unia ont rapporté que trop souvent, les revenus des travailleuses restent bas toute leur vie à cause d'une activité professionnelle à temps partiel qui leur est imposée. Les raisons? Ce sont les femmes qui s'occupent le plus souvent des enfants et de leurs proches. Les métiers dits féminins sont les plus mal payés. Les femmes ont difficilement accès aux postes les plus prestigieux et, donc, les mieux



De gauche à droite: Aude Spang, Angelica Sorrentino et Vania Alleva.

rémunérés. Les chiffres ne peuvent pas le nier: les femmes gagnent 20% de moins que les hommes encore en 2022, à travail égal. «Les inégalités se perpétuent au-delà de la carrière professionnelle», explique Aude Spang, secrétaire nationale Unia à l'égalité. «Les contributions des femmes au 2<sup>e</sup> pilier sont moindres et, à l'âge de la retraite, elles touchent un tiers de rente en moins que les hommes. Ce sont donc les salaires trop bas et les rentes des femmes qu'il faut augmenter, pas l'âge de leur retraite!»

Pour les militantes, il est urgent de résoudre les vrais problèmes de la prévoyance vieillesse, à savoir permettre aux retraités et aux retraitées de vivre dignement, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Plutôt qu'AVS 21, la résolution des femmes appelle à voter en faveur de la 13<sup>e</sup> rente AVS et de l'initia-

tive de la BNS, la seconde proposant une «manière concrète de financer efficacement et équitablement» la première à partir des avoirs populaires de la Banque nationale.

## GRÈVE MASSIVE EN PRÉPARATION

L'autre grand thème était la grève féministe à venir du 14 juin 2023. «Trois ans après celle de 2019, qui a rassemblé un demi-million de personnes dans la rue, il y a eu une prise de conscience collective mais les discriminations dans le monde du travail et les inégalités salariales sont encore trop nombreuses, regrette Aude Spang. La réforme des retraites AVS 21 est une nouvelle attaque contre leurs droits: c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase!»

Dans leur résolution, les femmes se réjouissent que les questions d'égalité ou encore de violences sexistes soient beaucoup plus présentes dans le débat public, et surtout que les femmes aient pris conscience des oppressions qu'elles subissent, mais elles déchantent aussi. «Force est de constater que, malgré une présence accrue des femmes au Parlement, la plupart des objets visant à réaliser l'égalité ont été rejetés. Et comme s'il se moquait de nous, le Parlement a voté l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes,

osant la présenter comme une mesure pour l'égalité. Le Conseil fédéral a présenté une stratégie Egalité 2030 qui ressemble à une coquille vide, proposant des mesures déjà vues, sans ambition, non accompagnées de ressources financières et visant l'horizon 2030, alors que nous avons déjà beaucoup trop attendu.»

Pour toutes ces raisons, elles ont décidé de se mobiliser de nouveau le 14 juin prochain, et encore plus fortement l'année prochaine, dans la rue, sur les lieux de travail, de vie et d'études. «Le 14 juin 2023 sera une date qui marquera de nouveau l'histoire des luttes féministes en Suisse!» assure la syndicaliste. Et parce que l'égalité est l'affaire de tout le monde, les femmes d'Unia demandent plus de moyens, humains et financiers, pour mener à bien cette lutte, et l'engagement de tous et toutes!

## UNIES AVEC LES MAÇONS

Enfin, une dernière résolution a été adoptée en solidarité avec les salariés de la construction dans leur lutte pour de meilleures conditions de travail. Pour rappel, la convention du secteur arrivant à échéance à la fin de l'année, les partenaires sociaux ont entamé les négociations. La Conférence des femmes a exprimé son soutien notam-

ment pour mettre fin à la pression sur les délais et donc aux conséquences sur la santé et pour en finir avec les journées de travail à rallonge qui ne permettent pas de concilier vie privée et vie professionnelle. Elle a également appelé à participer à la grande manifestation de la construction du 25 juin qui aura lieu à Zurich. ■



Unies, les femmes d'Unia sont déterminées à se mobiliser.

# Moment de cohésion et de sororité

En l'absence d'Eleonora Failla, présidente de la Commission femmes, Angelica Sorrentino, vice-présidente de la section Sopraceneri, Unia Tessin et Moesa, a assuré la présidence de la conférence. Retour sur ces deux jours intenses

## QUESTIONS RÉPONSES

### Comment avez-vous vécu cette conférence?

L'ambiance était formidable! C'est comme si nous avions besoin d'être ensemble, de nous retrouver. Ce n'est pas la première conférence à laquelle je participe, mais j'ai vraiment senti l'union entre nous, comme si nous étions toutes des sœurs. On dit souvent que les femmes entre elles ont du mal à se mettre d'accord, eh bien, c'était tout le contraire: j'ai rarement ressenti une telle cohésion. Sur la forme, c'était aussi fantastique, car les militantes étaient les protagonistes de cette conférence. Nous avons eu la parole tout du long, nous

avons écouté les histoires de chacune, et c'était très satisfaisant. Nous sommes parties motivées comme jamais, déterminées à aller de l'avant!

### Qu'avez-vous retenu des ateliers et des discussions?

Les grévistes nous ont livré des témoignages poignants qui montrent que, malheureusement, en 2022, les femmes sont encore maltraitées et insultées sur leur lieu de travail, et c'est inacceptable. Des moments si forts que nous avons vécu leur histoire comme si c'était la nôtre, c'était très émouvant. D'ailleurs, quand elles sont parties, elles ont dit qu'on leur avait redonné de la force pour continuer la lutte. De la même manière, nos consœurs syndicalistes venues d'Allemagne et

d'Autriche nous ont rapporté les problématiques que rencontraient les femmes au travail dans leur pays, et on se rend compte que les problèmes se répètent, ici et ailleurs. Les femmes ne sont pas appréciées à leur juste valeur et, pourtant, leur rôle est crucial dans nos sociétés. Il est urgent que les femmes obtiennent le respect qu'elles méritent!

### Pourquoi est-il capital que les femmes se mobilisent?

Le 14 juin 2019, nous avons envoyé un signal très fort, et nous avons été largement soutenues par les hommes. Quelle est la réponse du Conseil fédéral? Une augmentation de l'âge de la retraite des femmes alors qu'elles sont toujours sous-payées et ont des rentes de misère. Rien n'a changé!

AVS 21 est une réforme alibi, mais tout le monde sait que la Suisse a les ressources suffisantes pour financer les retraites, c'est juste une question de volonté politique. Pour les femmes d'Unia, passer le relai aux jeunes sur le marché du travail et corriger les inégalités salariales seraient déjà un pas vers l'augmentation des cotisations AVS. Nous avons pris la décision de faire une grande grève en 2023, mais notre message est clair: la mobilisation ne commence pas, et ne se termine pas, le 14 juin: nous devons agir dès maintenant pour enfin changer les choses. ■

## RENCONTRES INSPIRANTES

Outre les trois résolutions adoptées par la 11<sup>e</sup> Conférence des femmes d'Unia, des ateliers ont été mis sur pied le samedi, en vue de préparer la mobilisation pour la grève féministe de 2023 et d'envisager la concrétisation de la charte des femmes de l'Union syndicale suisse pour un syndicalisme féministe. Nouveauté, les ateliers ont été en partie organisés et animés par les membres, avec ou sans la participation des secrétaires syndicales. Les thèmes étaient les bas salaires et la revalorisation des métiers féminins, le racisme et les discriminations au travail, le dumping salarial et l'exploitation des migrantes et des frontalières, et la féminisation des syndicats.

Le jour d'avant, une table ronde sur les discriminations multiples a réuni des femmes en lutte dans différents secteurs et pays afin qu'elles partagent leurs expériences avec les femmes d'Unia. Il y avait des militantes du collectif tessinois Badanti, des aides familiales qui luttent pour leurs droits malgré des conditions de travail très précaires, des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris qui ont mené une grève durant de nombreux mois et en sont sorties victorieuses, et enfin des travailleuses frontalières de l'industrie Riri dans le Tessin qui ont mené il y a quelques semaines une grève exemplaire. «Ces cas concrets montrent que les femmes peuvent s'organiser, lutter et gagner! C'est une belle inspiration pour la grève féministe à venir», conclut Aude Spang.

Pour la partie festive de cette rencontre sur deux jours, les participantes ont eu droit à une performance de Drag King, une forme de spectacle issue de la communauté LGBTQ+ où une femme sur scène, à travers une apparence typiquement masculine, satirise les comportements machistes et joue avec les stéréotypes de genre. Le groupe Verso Sud, d'Italie méridionale, a ensuite pris le relai pour la partie musicale. ■



# PROGRAMME PROVISOIRE DE LA GRÈVE FÉMINISTE DU 14 JUIN EN SUISSE ROMANDE

**BIENNE**  
**MARDI 14 JUIN**  
**Dès 8h** Live Radio, librairie Bostryche.  
**Dès 13h** Garde d'enfants, place de la Fontaine.  
**Dès 14h30** Performance de la compagnie Ultramarine et discours, place de la Fontaine.  
**17h** Départ pour la manifestation à Berne.

**FRIBOURG**  
**LUNDI 13 JUIN**  
**19h** Soirée de formation sur la réforme AVS 21 à l'espace culturel Le Nouveau Monde, esplanade de l'Ancienne Gare 3.  
**MARDI 14 JUIN**  
**18h** Prises de parole des associations et du collectif féministe, place Pythonne.  
**18h30** Départ de la manifestation.  
**20h30** After féministe sur la place Pythonne: bar, danse, stand-up et DJ set.

**GENÈVE**  
**DIMANCHE 12 JUIN**  
**11h30-13h30** Action contre AVS 21 sur la place Neuve: grève du travail gratuit avec transats et serviettes de place.  
**MARDI 14 JUIN**  
**Dès 17h** Rendez-vous à la place Neuve. Performance d'ACCORPS.  
**18h** Départ de la grande manifestation. Plus d'infos sur: grevefeministe-ge.ch

**VALAIS**  
**Sion**  
**SAMEDI 11 JUIN**  
Festival Utopies féministes, place du Scex.  
**Dès 11h** Ouverture du village avec la présence de plusieurs associations.  
**14h** Cortège mené par la Red de Tamboreras de Suiza et des musiciennes valaisannes.  
**15h-18h** Conférences et discussions.  
**18h30** Concert de la Red de Tamboreras de Suiza.  
**Dès 19h30** Ouverture des portes Point11 suivie de la projection de courts métrages et d'animations musicales (Forma, Woodi, DJ set).  
**MARDI 14 JUIN**  
**13h** Rendez-vous à la gare pour se rendre à la manifestation de Berne.  
**13h25** Départ du train.  
Autres départs dans le canton:  
**Saint-Maurice 12h32,**  
**Martigny 12h42, Sierre 13h35.**  
Plus d'infos sur: collectif-femmes-valais.ch



OLIVER VOGELSANG

Comme l'année dernière à Lausanne, la lutte contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes figurera au menu de ce 14 juin.

**JURA**  
**Delémont**  
**MARDI 14 JUIN**  
**Dès 11h** Animation musicale, discours, apéritif et quiz, organisés par Unia, place de la Gare.  
**Dès 14h** Présentation des groupes de travail (éducation-formation, violences, égalité, commissions cantonales, femmes & politique) et diverses animations pour adultes et enfants, place de la Gare.  
**19h** Assemblée générale de l'association interjurassienne Grève des Femmes\* à Stratej, route de Moutier 14.

**Undervelier**  
**MARDI 14 JUIN**  
**Dès 10h** Brunch.

**NEUCHÂTEL**  
**La Chaux-de-Fonds**  
**SAMEDI 11 JUIN**  
**11h** Atelier pancartes et repas canadien, rue du Commerce 61.

**Neuchâtel**  
**MARDI 14 JUIN**  
**15h19** Action sur la place Pury: les femmes bossent gratos!  
**18h** Rendez-vous cantonal à la gare de Neuchâtel. Départ de la manifestation. Plus d'infos sur: grevefeministene.com

**VAUD**  
**Yverdon**  
**DIMANCHE 5 JUIN**  
**14h** Confection de banderoles à l'atelier Poisson pilote, rue des Jordils 21b.

**Lausanne**  
**LUNDI 13 JUIN**  
**22h** Lancement de la grève féministe devant l'esplanade de la cathédrale. Prenez de quoi faire du bruit.  
**MARDI 14 JUIN**  
**Dès 14h** Rassemblement, ateliers et stands, place de la Riponne.  
**17h** Action intersyndicale *Exposons notre linge sale*, place de la Riponne 4: prises de parole de travailleuses, distribution du matériel et préparation des pancartes, constitution du tronçon Unia.  
**18h30** Départ de la manifestation, place de la Riponne.  
Plus d'infos sur: facebook.com/vaud.grevefeministe

**Vallée de Joux**  
**MARDI 14 JUIN**  
**11h30-13h30** Rassemblement à la cantine de Gym du Sentier. Apéro et repas, prises de parole, animation musicale, action syndicale *Le temps presse*. Inscription d'ici au 9 juin par SMS au 076 472 10 56.

Retrouvez toutes les activités en Suisse mises à jour progressivement sur: 14juin.ch

## AGENDA UNIA

### BIENNE

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**Bienne:** pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.  
**Granges-Longeau:** pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.  
**Lyss:** le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.  
Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

### FRIBOURG

#### PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch  
En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique.  
Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

### GENÈVE

#### HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Réception:** rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).  
**Guichets:** De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.  
**Permanence téléphonique:** 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.  
Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client  
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch  
Aucune obligation d'affiliation au syndicat.

#### PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

### NEUCHÂTEL

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

**La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel**  
**Permanences syndicales:** lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.  
**Ouverture des secrétariats:** du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.  
**Fleurier, permanences syndicales**  
Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.  
**Ouverture du secrétariat**  
Vendredi de 9h30 à 12h.  
**Le Locle**  
**Ouverture du secrétariat**  
Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.  
**Permanence téléphonique pour toute la région:** du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

### TRANSJURANE

#### GROUPE DES RETRAITÉS

**Agenda**  
**Assemblée générale: mercredi 8 juin** à 15h au Restaurant de la Gare à Moutier. A l'ordre du jour:  
1. Salutations du Président et hommage aux disparues et disparus.  
2. Procès-verbal de l'Assemblée générale du 27 novembre 2019.  
3. Bilan du groupe en 2022; activités du groupe en 2022.  
4. Elections statutaires du comité.  
5. Divers.  
6. **Conférence: Quel monde, quels espoirs après le Covid-19?** Par Jean-Claude Rennwald (ancien membre du comité directeur d'Unia et ancien conseiller national) et Dominique Hausser (médecin spécialiste en santé publique, militant socialiste et syndical).  
A l'issue de l'assemblée, une collation sera offerte. L'Assemblée générale est ouverte à toutes et tous les retraités et futurs retraités de la région Transjurane en 2022. Nous vous prions de bien vouloir nous informer de votre présence auprès de Denis Berger au 032 422 79 42.

**Tournoi de pétanque: vendredi 17 juin** à 13h30 à Delémont. Notre traditionnel tournoi se déroule sous le pont de la RDU. Inscriptions auprès de Denis Berger au 032 422 79 42.

#### HORAIRES PERMANENCES SYNDICALES

**Delémont:** lundi et jeudi de 14h30 à 18h.  
**Porrentruy:** lundi de 14h30 à 18h.  
**Saint-Imier:** mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.  
**Tavannes:** lundi de 14h30 à 18h.  
**Permanence téléphonique:** 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

## Holcim sommé d'accorder la priorité à la sécurité

Les syndicats mondiaux appellent Holcim à accorder la priorité à la sécurité, à la santé et aux droits des travailleurs. Le 4 mai, des représentants d'Industrial Global Union, de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois ont mené une action devant le siège de la multinationale du ciment à Zoug à l'occasion de son assemblée générale. A travers le monde, le groupe Holcim continue de violer les normes de santé et de sécurité, ont dénoncé les organisations syndicales, en signalant que quelque 200 salariés sont décédés depuis la fusion avec Lafarge en 2005. En janvier dernier, trois travailleurs employés par un sous-traitant sont encore morts dans un incendie chez Hima Cement, une filiale d'Holcim en Ouganda, et huit autres ont été grièvement blessés. Les ouvriers des ci-

menteries sont continuellement exposés à des conditions de travail dangereuses, au manque d'équipement de protection individuelle, à des heures de travail excessives et à des congés sans solde. En Asie, 80% des travailleurs restent sans contrat direct et permanent. Par un recours croissant aux sous-traitants, la société d'origine suisse a réduit depuis 2015 le nombre de ses collaborateurs directs de 135 000 à moins de 68 000. «L'entreprise prétend mener ses activités avec intégrité, mais nos membres racontent une histoire différente», a assuré la secrétaire générale adjointe d'Industrial, Christine Olivier. «Nous avons demandé à plusieurs reprises à Holcim de s'engager avec les syndicats, car des lieux de travail vraiment sûrs ne peuvent être obtenus que par la participation des travailleurs. Aucun délai supplémentaire n'est acceptable pour reconnaître la santé et la sécurité au travail comme un droit fondamental des travailleurs», a dit, pour sa part, le secrétaire général de l'IBB, Ambet Yuson. Les fédérations mondiales exhortent donc Holcim à reconnaître les syndicats comme des partenaires légitimes et à s'engager dans un véritable dialogue social. Un changement en perspective? A voir. En charge de la santé et de la sécurité, Adrian Loader, qui, pour les syndicats, portait la responsabilité des manquements dénoncés, ne s'est pas représenté au Conseil d'administration. ■ JB



IBB

Les syndicats ont mené début mai une action devant le siège de la multinationale du ciment à Zoug, dénonçant la mort de 200 salariés depuis sa fusion avec Lafarge.

### BRÈVE

#### TABLE RONDE VERS UNE TRANSITION ÉQUITABLE

Président de l'Union syndicale suisse et conseiller national, Pierre-Yves Maillard est invité à une table ronde sur la transition équitable organisée par Solidar Suisse. Cette table ronde aura lieu en visioconférence, le jeudi 2 juin à 18h. Les autres invités sont Sabin Bieri, directrice du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, Klaus Thieme, directeur des programmes internationaux de Solidar Suisse. Elle sera modérée par la journaliste de *Republik*, Anja Conzett. Au cœur du débat, la nécessité de rendre l'économie et notre mode de vie durables pour ne pas détruire la planète, et sans que cette transition s'effectue au détriment des peuples des pays les plus pauvres. «Les sécheresses, les vagues de chaleur, les tempêtes et les cyclones affectent massivement les personnes dans le monde et leurs conditions de vie et de travail. Et ce sont les travailleurs et les travailleuses précaires dans les pays en développement qui sont les plus touchés. La lutte contre la crise climatique et les inégalités croissantes ne peuvent être abordées qu'ensemble: il faut un changement écologique et socialement juste, une "transition équitable"», note Solidar dans son invitation. Comment réussir cette transformation? Quel est le rôle de la coopération au développement et des syndicats dans ce contexte? Telles sont les questions qui seront débattues. ■ SH

Pour s'inscrire et recevoir le lien, aller sur: solidar.ch/fr/podium-gv-2022/

Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

### VAUD

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France. Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.  
**Horaires téléphoniques:**  
**Lundi à vendredi matin** de 8h30 à 12h.  
**Lundi après-midi** de 13h30 à 17h.  
**Mardi et jeudi** de 13h30 à 18h.  
**Mercredi après-midi** fermé.  
**Vendredi après-midi** de 13h30 à 16h.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier**  
En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil **sans-emploi.ch**. L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

#### PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

**Delémont:** lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.  
**Moutier:** mercredi après-midi, de 14h à 17h.  
**Porrentruy:** lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.  
**Saint-Imier:** mardi et jeudi de 14h à 17h.  
**Tavannes:** lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.  
**Permanence téléphonique:** 058 332 11 32.

### VALAIS

#### HORAIRES DES SECRÉTARIATS SYNDICAT

**Téléphone:** 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.  
**Ouverture des guichets:** lundi, mercredi et vendredi.  
**Sion, Sierre, Martigny, Monthey:** de 9h à 11h30.  
**PERMANENCES DU SOIR**  
**Sierre:** lundi de 17h à 19h.  
**Monthey:** mardi de 17h à 19h.  
**Sion:** jeudi de 17h à 19h.  
**Martigny:** jeudi de 17h à 19h.

#### CAISSE DE CHÔMAGE

**Téléphone:** 058 332 11 32.  
Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.  
**Ouverture des guichets:**  
**Martigny, Monthey, Sierre, Sion**  
Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h. Mercredi de 8h30 à 11h30.



# «LE MOUVEMENT SYNDICAL A BESOIN DE SE RENOUVELER»

Alexandre Porret, secrétaire syndical d'Unia Neuchâtel, a reçu le prix du mémoire le plus original réalisé pour son brevet fédéral. Il propose d'intégrer le digital dans le travail de terrain

Propos recueillis par Sylviane Herranz

Lors de l'assemblée des délégués de l'Union syndicale suisse (USS) du 6 mai, huit secrétaires syndicaux ont reçu leur brevet fédéral au terme d'une formation dispensée par Movendo\*. Pierre-Yves Maillard, président de l'USS, leur a remis en mains propres leur diplôme. Parmi les huit syndicalistes félicités pour leur parcours se trouvent cinq employés d'Unia, un du Syndicat des cheminots (SEV) et deux de Syndicom. En Suisse romande, les secrétaires syndicaux Sandra Previti et Rafik Jaouadi d'Unia Valais, Alexandre Porret d'Unia Neuchâtel et René Zürcher du SEV ont décroché leur sésame. Pour obtenir cette qualification, outre un programme de cours bien étoffé, les candidats devaient réaliser un mémoire personnel. C'est le Neuchâtelois Alexandre Porret, actif dans les soins, qui a remporté le «Prix USS du mémoire le plus original». Son travail de brevet est intitulé «Pourquoi intégrer le digital dans les processus de recrutement et de fidélisation des membres par les secrétaires syndicaux?» Un mémoire ancré dans la réalité du terrain et dans un monde en pleine mutation technologique. Entretien.

## QUESTIONS RÉPONSES

**Votre travail de brevet part du constat qu'il est de plus en plus difficile pour les syndicats d'accéder aux entreprises et aux travailleurs et aux travailleuses. Pouvez-vous nous donner des exemples concrets rencontrés dans votre activité?**

Typiquement, durant toute la période du Covid-19, les EMS se sont complètement fermés, nous n'avions plus accès au personnel. Auparavant, nous pouvions passer à la réception, ou organiser un rendez-vous durant la pause. Mais là tout était bouclé. Les EMS sont des lieux de vie, il y a des visites, le public peut y entrer facilement. C'est différent dans l'industrie et l'horlogerie en particulier. Les entreprises sont clôturées, des Securitas surveillent les allées et venues. Cependant, le partenariat social nous facilite l'accès, même s'il est limité à certains lieux ou moments. Le Covid a accentué l'isolement. Or, même en temps normal, il n'est pas aisé de discuter suffisamment longtemps avec le personnel. Notre passage durant les pauses ou les tractions tôt le matin au début du travail



Alexandre Porret, lors de la remise du Prix du meilleur mémoire par Giorgio Tuti, président du SEV.

sont trop courts pour bien faire passer l'information et convaincre.

**C'est de ces situations qu'est née l'idée de votre mémoire?**

Trois éléments m'ont fait partir sur cette voie. Il y a le constat qu'il est difficile de rentrer sur les lieux de travail, mais également celui que les travailleurs sont de moins en moins disposés à discuter de leurs conditions de travail. Lorsqu'on les rencontre, ils n'ont pas la tête à ça ou ne sont pas disponibles pour parler avec nous. Troisième élément, j'avais envie de traiter un sujet nouveau, que ma recherche apporte une plus-value qui puisse être utile à l'avenir. En période de pandémie, les événements numériques se développaient, et je suis aussi un peu geek (rire). Le monde digital m'intéresse beaucoup.

**En quoi la digitalisation est-elle importante pour l'activité syndicale?**

Le mouvement syndical a besoin de se renouveler et de trouver des alternatives, ne serait-ce que pour toucher les jeunes générations, pour susciter de l'intérêt auprès des travailleurs et des travailleuses arrivant sur le mar-

ché du travail. A Neuchâtel, nous avons tenté d'agir sur les réseaux sociaux, avec des groupes Facebook qui avaient bien marché au début, par exemple dans le commerce de détail, mais qui se sont ensuite un peu tassés. Le problème, c'est qu'il est difficile de se renouveler et de trouver de nouveaux adhérents sur ces groupes. Dans notre travail quotidien de secrétaires syndicaux, nous utilisons beaucoup de QR code, de SMS pour transmettre des infos aux militants ou aux membres. A mon sens, c'est trop dispersé pour être efficace.

**Dans votre mémoire, vous évoquez le glissement du monde du travail vers le tertiaire, mais dans le canton de Neuchâtel, il y a encore beaucoup d'industries horlogères, mécaniques, technologiques, etc.**

Bien sûr. Et la numérisation du travail syndical peut être très porteuse dans ces entreprises. L'important est de continuer d'être actif sur le terrain, et d'y ajouter de la digitalisation. L'objectif étant d'atteindre plus longtemps les travailleurs, pendant leur temps de loisirs notamment, et d'avoir la possibilité d'être beaucoup

plus souvent en contact avec eux. Aujourd'hui, nous visons un contact annuel, ce qui est très peu.

**Quelle est la conclusion de votre travail?**

Ma conclusion est d'offrir aux travailleurs quelque chose qu'ils puissent s'approprier, une plateforme où ils peuvent échanger, discuter. Ce serait possible avec une application spécifique, où l'accès avec son numéro de membre préserverait l'anonymat. Un tel outil digital permettrait de développer une sorte de forum, où chacune et chacun pourrait parler de ses conditions de travail et des problèmes rencontrés. Pour cela, il faut davantage de moyens, en adéquation avec les besoins des protagonistes, soit les membres et les travailleurs. Le digital doit servir à la fidélisation et à l'accroissement du nombre de syndiqués. Il doit être un plus, faciliter la vie des gens tout en gardant une présence importante sur le terrain. Cette application doit être pensée de manière intelligente, sur la base de ceux à qui elle doit servir. On ne peut pas faire uniquement une

application de services, donnant accès par exemple aux CCT. Il faut une application complète, qui permette aux travailleurs de s'organiser entre eux, ce qui est le fondement du syndicalisme.

**Concrètement, comment opérer les changements souhaités?**

Une telle application coûte cher. Elle devrait être développée pour tout Unia. Ensuite, dans chaque région, il faudrait des gens dévolus au travail digital, qui puissent faire le relais avec les syndicalistes sur le terrain. La charge actuelle des secrétaires syndicaux ne permet pas de modérer ou de transmettre des infos sur une plateforme ou une application. Ces personnes auraient à s'occuper du *digital organizing*, avec un rôle mi-administration, mi-secrétaire syndical. Il va de soi que ce personnel spécifique viendrait s'ajouter à la dotation actuelle du syndicat.

**Quel bilan tirez-vous de cette formation de secrétaire syndical, pour laquelle Movendo s'est battu il y a quelques années afin qu'elle soit reconnue?**

Elle est très importante. Elle professionnalise notre métier et lui donne une légitimité. Secrétaire syndical est un vrai métier, ce n'est pas du simple militantisme. On est des professionnels. Il est primordial que les secrétaires syndicaux se forment, approchent de nouveaux éléments, partagent leurs expériences pour arriver à de meilleurs processus et être plus efficaces. ■

\* Plus d'infos sur: [movendo.ch](https://movendo.ch)

## BIO EXPRESS

Alexandre Porret est secrétaire syndical à Unia Neuchâtel depuis cinq ans. Il a débuté dans le secteur de l'industrie en mars 2017, puis a rejoint, en septembre 2019, le projet de développement de la branche des soins. Auparavant, au bénéfice d'un CFC d'employé de commerce et d'un passage à la Haute école de gestion, il décroche un mandat dans le tourisme. Il s'occupe notamment des réseaux sociaux pour le festival La Plage des Six Pompes à La Chaux-de-Fonds. Après avoir postulé comme collaborateur administratif à Unia Neuchâtel, il lui a été proposé, au vu de son parcours, de devenir secrétaire syndical. Une occasion qu'il saisit et qui lui permet de travailler dans un domaine en adéquation avec ses valeurs de militant socialiste. ■



Entourés de Vania Allewa et de Pierre-Yves Maillard, quatre des cinq secrétaires syndicaux d'Unia ayant obtenu leur brevet fédéral. De gauche à droite: la Valaisanne Sandra Previti, Alexandre Porret de Neuchâtel, Angela Thiele de Suisse orientale et Rafik Jaouadi du Valais.

## LA DIGITALISATION SYNDICALE, AUJOURD'HUI

**Quels sont les outils numériques privilégiés actuellement à Unia Neuchâtel et comment toucher les membres, sachant que certaines pages Facebook ne sont consultées que par quelques dizaines de personnes?**

Facebook permet de rassembler infos et discussions, mais effectivement, c'est un réseau qui tend à être dépassé. Un autre canal est Instagram, c'est avant tout un canal de diffusion où il est presque impossible de faire réagir les gens. Notre outil privilégié est WhatsApp, mais ça ne fait pas tout. Pour les débats et les votes, nous privilégions le présentiel.

Il s'agit aussi de distinguer une communication institutionnelle, avec un message «publicitaire» touchant beaucoup de monde, et la diffusion d'une info ciblée. Pour prendre l'exemple des vendeuses, si l'on envoie une information sur la page Facebook, peu fréquentée, il y a peu d'impact. Les algorithmes minimisent les contenus des pages qui mettent en évidence les centres d'intérêts des gens. Cela nécessite que ces personnes s'intéressent aux messages syndicaux afin qu'ils apparaissent dans le flux personnel. Face à cela, il ne nous reste plus qu'à distribuer les tracts, de main à main, et ça demande beaucoup d'énergie. On peut envoyer des

SMS et des liens courts à tout le personnel de vente; or, cela ne favorise pas la discussion, le débat. Une application résoudrait ce problème et permettrait de cibler les destinataires quand quelque chose d'important se passe dans leur branche.

**N'y a-t-il pas un risque d'individualisation?**

La communauté est formée par le travail, par la branche à laquelle on appartient. Si on est soignants, on a les mêmes conditions de travail. Mais bien sûr, il y a un risque d'individualisation. C'est pour cela qu'il faut continuer à faire notre travail de secrétaire syndical sur le terrain. On ne peut pas passer à un modèle au tout-digital. Les décisions prises en présentiel permettent de garder le lien social. Il y a la possibilité de regrouper des gens, de développer des synergies. La facilitation de notre travail sur le terrain par le digital permettrait par exemple d'augmenter les points de contact, c'est-à-dire le nombre de fois que le travailleur et le syndicat se rencontrent, ce qui contribuerait à augmenter le lien de confiance et la fidélisation, qui est tout autant importante que le recrutement. ■



# DANS LE SILLAGE DES FAISEURS DE SUISSES

Le Musée gruérien présente une exposition sur la naturalisation. Une immersion didactique et participative dans la fabrique des Suisses et des Suissesses

Textes Sonya Mermoud  
Photos Thierry Porchet

Qui peut devenir Suisse? Sur la base de quels critères? Quel parcours doit effectuer le candidat au passeport rouge à croix blanche? Comment se déterminent les décideurs? L'identité helvétique se base-t-elle sur des principes communs établis ou relève-t-elle d'une chimère?... Autant de questions que soulève l'exposition *Naturalisation* présentée au Musée gruérien à Bulle. Cette initiative résulte d'une étude de terrain menée en Gruyère sur la thématique par l'anthropologue Anne Kristol, de l'Université de Neuchâtel. La chercheuse a œuvré dans le cadre d'un projet conduit par la professeure Janine Dahinden. Les photos sont quant à elles signées par le professionnel Francesco Ragusa, lui-même naturalisé.

En mêlant reconstitutions, documentation ethnographique et photographique, l'exposition décortique la procédure de naturalisation dans cette région fribourgeoise, ainsi que la symbolique associée. Une publication complémentaire permet d'approfondir la thématique via notamment des essais de spécialistes issus des sciences sociales, du monde muséal et de la photographie.

## UN PARCOURS LONG ET COMPLEXE

L'exposition a été conçue de manière participative, proposant au public de se glisser dans la peau de candidats à la naturalisation. Le visiteur est invité au départ de la présentation à activer une «roue de la fortune» qui lui attribue une nationalité. Une manière d'illustrer la loterie du lieu de naissance déterminant pourtant de nombreuses opportunités dans la vie... Le candidat fictif entre ensuite dans le vif du sujet. Et pénètre dans une succession labyrinthique de pièces où il doit répondre à des questions. Une bonne réponse l'autorise à poursuivre la quête du sésame convoité, alors qu'une mauvaise le renvoie à la case départ, un

peu comme un jeu de l'oie. Il se frotte ainsi aux exigences de la démarche et aux obstacles qui risquent de l'exclure avant même d'entamer le processus à proprement parler. Les premières barrières franchies, il évolue d'étape en étape, aussi à travers une scénographie montrant des photos de lieux, de décors, d'objets voués au processus de naturalisation. Il se familiarise avec ce parcours long et complexe impliquant les autorités communales, cantonales et fédérales. Il apprendra par exemple que, pour une procédure ordinaire, les détenteurs de permis C avec dix ans de séjour devront patienter au moins dix-huit mois à partir du dépôt de la demande jusqu'à son issue. Le prix de cette citoyenneté variera aussi largement selon les cantons, entre 600 et 3000 francs, auxquels il faut ajouter les frais liés à l'établissement des documents.

## RITE DE PASSAGE

Un des temps forts de l'exposition réside dans les questions posées aux candidats dans la salle d'audition, qui auront, dans le cadre d'un premier entretien très personnel, donné une foule d'informations sur leur vie et leur situation. Géographie et politique suisses, connaissance d'acteurs économiques, d'événements locaux... Les demandes couvrent un large spectre de sujets, entre la montagne la plus haute du canton à la recette de la fondue moitié-moitié en passant par le dernier match remporté par Fribourg-Gottéron... De quoi laisser perplexe, alors que nombre de réponses mettraient plus d'un Suisse hors jeu. Des enregistrements audio précisent la position des membres de la Commission des naturalisations sur ce terrain. «Bien sûr, un pourcentage assez important de Suisses seraient recalés, admet en substance un d'entre eux. C'est le principe de tout examen. Injuste? Peut-être. Mais c'est un rite de passage.» «Injuste, oui. Mais il faut bien trouver des critères, renchérit un autre... Et au fi-



Dernière pièce de l'exposition. Les candidats à la naturalisation qui effectuent un parcours sans faute accèdent au précieux sésame.

nal, on ressent plus de fierté d'avoir dû se battre pour y parvenir.» «Il s'agit de respecter ce qui a été construit, aussi avec les étrangers», note une troisième personne. «Il y a un côté hautain. Une manière de laisser entendre qu'on est meilleur que les autres. On peut s'interroger sur cette façon de faire le tri...» renchérit une autre. Le public est ainsi confronté aux points de vue des décideurs, à leurs réflexions, tout en étant invité à s'interroger sur le système mis en place et sa pertinence.

## ORGANISATION ET SÉCURITÉ

La présentation se poursuit avec un couloir historique et une galerie de portraits des membres de la Commis-

sion de naturalisation. Qui s'essayeront là à une définition de l'identité suisse. Eléments de réponse en substance: «C'est une question piège... Il y a une grande diversité, c'est notre richesse. On pourrait néanmoins peut-être évoquer un certain calme.» «L'identité suisse relève de notre notion d'organisation et de sécurité...» «Elle est liée à notre système politique, la démocratie directe...» «L'obligation du service militaire, qui participe à la cohésion nationale, y joue un rôle.» «Cette identité a trait à nos valeurs et à nos principes: sérieux, travailleurs, honnêtes et respectueux.», etc. Autant de regards qui seront aussi multiples pour définir, cette fois-ci, l'identité gruérienne.

Au terme de l'exposition, les «lauréats» foulent un tapis rouge et obtiennent le précieux passeport. Un document qui ne les mettra pas nécessairement à l'abri de discriminations dans la vie quotidienne, «trahis» par leur apparence physique ou leur nom... ■

*Naturalisation. Immersion dans la fabrique des Suisse-sse-s, à voir au Musée gruérien, rue de la Condémine 25, à Bulle, jusqu'au 16 octobre.*

Publication du même nom aux Editions Seismo, 128 p., 48 francs, disponible au musée, en librairie ou via le site: [musee-gruerien.ch](http://musee-gruerien.ch)



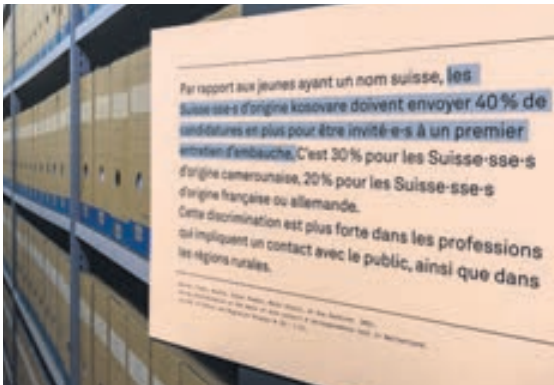
La visite débute par l'attribution d'une nationalité avant d'entrer dans le vif du sujet.



Pour expliquer la procédure, le Musée propose une sorte de jeu de l'oie qui met en lumière les critères nécessaires à l'obtention du passeport helvétique.



Galerie de portraits de membres de la Commission de naturalisation réalisés par le photographe Francesco Ragusa.



Le passeport rouge à croix blanche n'empêche pas les discriminations...

# Une Suisse version carte postale...

Anthropologue, chercheuse et commissaire de l'exposition, Anne Kristol travaille depuis plusieurs années sur la thématique de la naturalisation. Entretien

## Pourquoi avoir réalisé une exposition sur la naturalisation?

C'est un sujet relativement méconnu et très politique, objet de différents référendums et d'initiatives, d'interrogations sur les critères de sélection des candidats au passeport suisse. L'exposition vise à informer et à sensibiliser le public à la thématique, à susciter des réflexions sur la procédure, sur sa légitimité, sur les barrières qu'elle dresse sachant que notre pays compte 25% d'étrangers qui ne bénéficient pas des mêmes droits que le reste de la population.

## Comment avez-vous travaillé?

J'avais déjà mené des recherches de terrain sur la thématique entre 2014 et 2019. J'ai passé des mois dans des administrations à suivre des auditions pour comprendre comment se prennent les décisions. Ces connaissances ont alimenté le matériel d'exposition. Mais les données re-

latives aux postulants n'ont pas pu être utilisées pour des raisons évidentes de confidentialité. Ces derniers doivent raconter leur vie dans les menus détails: motivation, travail, situation financière, loisirs, appartenance à des associations, etc. Mon parti pris a été alors de me focaliser sur les autorités compétentes. J'ai mené de nouveaux entretiens avec les membres des commissions de naturalisation en Gruyère. J'invite le public à les découvrir en se mettant dans la peau de candidats. A se familiariser avec ce système long et complexe, dont l'exposition met en scène les moments phares.

## Que retirez-vous de cette démarche?

La Suisse applique des critères particulièrement restrictifs, parmi les plus sévères d'Europe. On peut s'interroger sur la pertinence de certaines questions posées lors des auditions. J'ai été surprise par des images véhiculées sur la Suisse,

parfois folkloriques, ne prenant pas en compte sa diversité. C'est ce qui m'a le plus frappée: la perpétuation d'une image «carte postale». Un exemple? Les questions sur les spécialités culinaires. C'est étonnant qu'on demande souvent de parler de la fondue alors que ce n'est pas un mets quotidien.

## Jugez-vous la procédure arbitraire?

Non. Le mot ne convient pas. Il y a eu aussi beaucoup d'améliorations au cours de ces vingt dernières années, avec la définition de critères plus précis. Reste une marge de manœuvre qui peut être problématique. Il y a une volonté dans la loi de traiter de manière distincte les personnes qui ont des capacités différentes, aussi avec le risque de faire des procès d'intention. On adapte les questions en fonction de l'origine des candidats, entre autres sur la base de préjugés... On ne peut pourtant pas conclure que cela

mène forcément à des discriminations dans les décisions prises, d'autant plus que les voies de recours existent. Dans ce contexte, on devrait mieux penser la formation des membres des commissions, actuellement très courte, pour exercer ce rôle.

## Quelle est votre définition de l'identité suisse?

C'est un imaginaire auquel on s'identifie. Une réponse qui n'est pas figée et à laquelle chacun répond à sa manière. Il existe donc une multitude d'identités suisses. En ce qui me concerne, j'ai des racines multiples et mon sentiment d'appartenance évolue constamment, en fonction de mon lieu de vie, et des transformations dans mon quotidien. Je ne peux pas réduire ça à une identité nationale. ■